

Convention collective

**IDCC : 8523. – EXPLOITATIONS ET ENTREPRISES SYLVICOLES
(Pays de la Loire)
(10 février 1987)**

(Etendue par arrêté du 30 janvier 1989,
Journal officiel du 8 février 1989)

**AVENANT N° 34 DU 13 JANVIER 2015
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2015**

NOR : *AGRS1597149M*
IDCC : 8523

Entre :

L'union régionale professionnelle forestière ;

La direction régionale de l'Office national des forêts ;

Le représentant des entreprises forestières,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions du B de l'annexe I à la convention collective sont modifiées comme suit à compter du 1^{er} janvier 2015 :

« ANNEXE I

B. – Montants des salaires au temps (salaires horaires et mensuels correspondant aux différents niveaux professionnels, après arrondissement, à compter du 1^{er} janvier 2015)

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE		SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Niveau			
I	Le salarié travaille sur directives précises préalablement données par chantier avec explication et contrôle continu.	9,61	1 457,55

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE		SALAIRE horaire	SALAIRE MENSUEL (151,67 heures)
Niveau			
II	Le salarié travaille en autonomie dans le cadre de directives par nature de chantier avec un contrôle régulier. En fonction des contraintes spécifiques afférentes à chaque chantier, il adapte les directives données dans la réalisation des tâches.	9,99	1 515,18
III	Le salarié travaille sur la base d'une fiche de chantier, avec un contrôle <i>a posteriori</i> . Il réalise les travaux en garantissant au plan technique un résultat conforme aux directives. A la capacité d'encadrer un niveau I ou II.	10,38	1 574,33
IV	Le salarié, de par son expérience et ses connaissances techniques de la sylviculture, propose dans une situation de travail les orientations à prendre pour une réalisation parfaite de la tâche. Il réalise le bilan technique du chantier, participe à l'établissement de fiches de chantier, de devis simples et de cahiers des charges. A la capacité d'encadrer ou de former un niveau I, II ou III.	11,15	1 691,12

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale de Maine-et-Loire de la DIRECCTE des Pays de la Loire, 12, rue Papiou-de-la-Verrie, 49036 Angers Cedex 1.

Fait à Saint-Melaine-sur-Aubance, le 13 janvier 2015.

(Suivent les signatures.)